

"La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu", par P. Schnapper

mercredi 1er novembre 2000, par [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pierre VERLUISE](#), "La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu", par P. Schnapper, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er novembre 2000.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

Un livre de haute tenue, nécessaire à la compréhension du Royaume-Uni.

CE LIVRE S'INSCRIT dans la meilleure tradition universitaire, à la fois lisible, adroitement construit, analytique à l'égard du discours commun et producteur d'une grille de lecture opérationnelle.

Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, agrégée d'anglais et docteur en science politique, Pauline Schnapper est maître de conférences en civilisation britannique à l'université d'Orléans.

Un propos clair

Cet ouvrage s'attache à expliquer la nature des relations entre la Grande-Bretagne et le continent européen, leur logique et leurs contradictions. Pauline Schnapper met à jour l'origine d'un malentendu réciproque entre Britanniques et Européens. En effet, beaucoup de continentaux refusent de prendre en compte les facteurs propres à ce pays et de distinguer la logique sous-jacente. Les Anglais, eux-mêmes, ont sous-estimé et mal compris la portée du processus de la construction européenne. Pour éclairer ce double malentendu, l'auteur apporte au lecteur sa solide connaissance des facteurs proprement nationaux de la scène politique britannique. L'histoire, la géographie, les mythes fondateurs de la nation, ses institutions spécifiques ... sont à prendre en compte si l'on prétend comprendre les forces profondes qui animent les ambiguïtés, les contradictions et les logiques méconnues de l'attitude de ce pays, comme de tout autre, d'ailleurs. Pauline Schnapper sait trouver les mots pour expliquer à qui veut comprendre.

Racines

Que le Royaume-Uni soit composé d'îles a-t-il été un obstacle à l'intégration de ce pays à l'Europe ? L'auteur démontre qu'il n'en est rien, dans son premier chapitre, "La splendeur et l'isolement". Le cas de l'Irlande, illustre combien l'insularité n'empêche pas l'intégration à l'Union européenne. Si la géographie ne suffit pas à expliquer l'ambivalence britannique, elle a cependant contribué à façonner des perceptions internes et externes du pays, des mythes, des traditions de politiques étrangères ... bref, une histoire.

"Contrairement aux six membres fondateurs de la Communauté Economique Européenne, les Britanniques ont gardé de la Seconde Guerre mondiale l'image d'un moment de gloire pour leur pays, celui de la lutte de leur peuple contre la tyrannie nazie, symbolisée par des épisodes comme la bataille d'Angleterre. Dans la conscience collective, ces événements ont entretenu un sentiment de supériorité déjà présent dans la période d'expansion coloniale. Puisque leur pays avait vaincu l'Allemagne, l'opinion publique comme les élites politiques ne pouvaient imaginer de se comparer aux nations vaincues en 1940 ou en 1945, qui se regroupaient pour surmonter leurs faiblesses" (p. 35).

Souveraineté

D'autant que l'idée de nation est apparue plus tôt en Angleterre que partout en Europe, mis à part peut-être la Hollande. La démocratie anglaise repose sur un passé ancien et prestigieux, incarné dans un transfert d'allégeance de la royauté au Parlement, au XVIe et XVIIe siècles. Alors que le reste de l'Europe vivait encore sous des monarchies à visée absolutiste, la vénération pour l'institution du Parlement de Westminster s'est transmise de génération en génération, cultivant l'idée d'une spécificité nationale britannique irréductible, justifiée par des institutions originales mais sans la moindre prétention universelle. "Juridiquement, l'attachement aux institutions s'exprime dans le fait que la loi, qui est l'expression de la volonté du Parlement, est la norme suprême. Respecter le Parlement, c'est aussi être un citoyen respectueux des lois. Comment peut-on alors accepter une autre norme ?" (p. 49)

Dans ce contexte, comment s'étonner que les transferts de souveraineté du Parlement britannique à Bruxelles posent question ? "La notion de partage ou de mise en commun de la souveraineté, qui fonde le principe de la construction européenne, ne peut trouver d'écho si la souveraineté parlementaire continue d'être perçue comme un dogme absolu et indivisible. Aucun des gouvernements qui ont présenté la candidature britannique à l'entrée dans la CEE [...] n'a abordé le problème" (p. 54). Ici, comme ailleurs, la rareté du débat sur le fond des questions européennes nuit à la pratique démocratique comme à la construction européenne. Il ne faut pas s'étonner, ensuite, de la faible participation lors des scrutins européens.

Quelles permanences ?

Le deuxième chapitre met en évidence les "Constantes de la politique européenne depuis 1945". Contrairement aux apparences, l'étude sur cinq décennies permet de dégager des thèmes récurrents dans l'attitude britannique vis à vis de la construction européenne, développés aussi bien avant qu'après l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. Il s'agit du soutien sans participation aux projets européens, en contrepoint de la priorité donnée à la "relation spéciale" avec les Etats-Unis ; du refus de la supranationalité combiné à la méfiance vis-à-vis des traités européens ; du libre-échange économique et de la coopération économique. Ces différents éléments forment un ensemble politique plus cohérent qu'on ne pourrait le croire, même si la logique de Londres n'est pas toujours comprise par les continentaux. Pourtant, les praticiens savent qu'il existe en la matière un décalage entre les discours politiques internes et une pratique pragmatique des diplomates britanniques à Bruxelles.

La solidarité transatlantique

Les Français seront particulièrement intéressés par la mise en perspective et le détail de la "relation spéciale" entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, puissance avec laquelle Paris entretient des rapports adolescents. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est depuis 1949 au cœur de la politique étrangère et de défense de la Grande-Bretagne et la fin de la guerre froide n'y a rien changé. C'est pourquoi Londres exprima son désaccord lorsque dans les années 1990 les Français et les Allemands proposèrent une identité européenne de défense en dehors de l'OTAN. Pour Londres, une défense européenne ne peut avoir de sens que dans le

cadre de l'OTAN. "La solidarité transatlantique a donc généralement pris le pas sur la solidarité européenne lorsqu'un choix devait être fait entre les deux. Ce fut le cas lors de l'attaque américaine contre la Libye en 1986, ou pendant les crises avec l'Irak dans les années 1990" (p. 69). En revanche, le Royaume-Uni fut le seul pays de l'Union européenne à voter pour la France lorsqu'elle fut mise en cause par un vote de l'Assemblée générale des Nations Unies à propos de la reprise de ses essais nucléaires, en 1995. Certes, le Royaume-Uni et les Etats-Unis disposent de l'arme atomique, mais ce soutien reste notable. Particulièrement au regard du défaut de soutien de Berlin, en dépit de toutes les déclarations parisiennes sur le "couple" franco-allemand. (Voir une carte de l'OTAN au 1er mai 2004)

Jeux de scène ... parfois contreproductifs

Les trois derniers chapitres seront particulièrement utiles à qui veut comprendre la place de l'Europe dans la vie politique intérieure britannique. En effet, le troisième chapitre, "L'Europe, un enjeu capital pour le pouvoir" détaille le cas de chaque gouvernement de 1974 à nos jours. Le quatrième chapitre, "De la facilité d'être dans l'opposition", étudie pour la même période l'attitude des partis quand ils ne sont plus au pouvoir. Enfin, le cinquième chapitre aborde "L'indifférence hostile de la société" et comprend notamment une analyse très fine des positions tenues par la presse. A propos de la presse tabloïd, l'auteur écrit : "l'outrance même du style et du contenu, qui fait l'originalité de la presse d'outre-Manche, affaiblit en réalité le contenu de son message eurosceptique" (p. 182).

Un exemple à méditer

En conclusion, Pauline Schnapper rappelle que la complexité des rapports entre les Britanniques et l'Union européenne n'empêche pas l'efficacité. Au nombre des domaines où le savoir-faire britannique - voire anglo-saxon - en matière d'influence a fait ses preuves, l'auteur cite "la tradition du libéralisme économique anglais, qui s'est trouvé mis en œuvre à l'échelle européenne depuis le début des années 1990. L'achèvement du marché unique, la politique de la concurrence, la dérégulation du marché de l'énergie, des transports ou des télécoms, l'ouverture au commerce mondial, etc. doivent beaucoup à l'influence des gouvernants et des représentants britanniques à la Commission européenne ou au sein du COREPER" (p. 199)

Quand beaucoup conviennent que la France gagnerait à renouveler ses moyens d'influence en matière diplomatique, la lecture de ce livre semble particulièrement utile et stimulante.